Documents sauvegardés

Samedi 7 mars 2026 à 1 h 19

1 document

EUROPRESSE
UNE SOLUTION DE CISION

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par UNIVERSITE-RENNES-2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Monde

6 mars 2026

Dans l’immobilier, un racisme devenu sans fard

Les préjugés empruntent parfois des chemins surprenants. Lorsqu’un agent immobilier a raconté pour la première fois cette anecdote à Etienne Allais, dirigeant de la société Entre-Autres, qui dispense des ... 3

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l’utilisateur désigné par UNIVERSITE-RENNES-2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2026 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20260306·LM·202603063×20×21846782244×215

Nom de la source
Le Monde

Type de source
Presse • Journaux

Périodicité
Quotidien

Couverture géographique
Internationale

Provenance
France

Vendredi 6 mars 2026

Le Monde

• p. 16

• 1202 mots

Dans l'immobilier, un racisme devenu sans fard

Des professionnels décrivent des propriétaires qui, sans gêne, demandent « pas de Noirs » ou « pas d'Arabes »

Louise Couvelaire

Les préjugés empruntent parfois des chemins surprenants. Lorsqu'un agent immobilier a raconté pour la première fois cette anecdote à Etienne Allais, dirigeant de la société Entre-Autres, qui dispense des formations à la non-discrimination dans les entreprises, il a cru à une blague : *« Un propriétaire qui cherchait à louer son bien avait formulé la demande suivante : "Pas de blonde, ça attire les Noirs." Je me suis dit que cet agent était tombé sur le champion olympique des a priori absurdes, mais non. Au cours de mes formations suivantes, plusieurs agents ont témoigné de demandes similaires en avançant les mêmes arguments. »* Le tout, sansaucune précaution de langage.

Fin janvier, SOS Racisme a tiré une nouvelle fois le signal d'alarme en dévoilant les résultats d'une opération de testing auprès de 198 agences immobilières dispersées dans toute la France. Une agence sur deux a accepté soit de discriminer en sélectionnant elle-même les locataires sur la base d'un critère racial soit d'être complices de discrimination.

C'est la troisième opération de ce type menée par l'association en quelques années. Une première avait eu lieu en 2019, une seconde en 2022. *« En six ans et trois campagnes successives, le taux de discrimination n'a que marginalement reculé »*, résume l'association.

« Vous voyez… »

L'adoption, en 2020, à la suite de la première campagne, d'un décret imposant une formation obligatoire à la non-discrimination pour les professionnels de l'immobilier titulaires d'une carte professionnelle (agents, gestionnaires, syndics, etc.) n'y suffit pas. En réponse aux résultats de la dernière campagne, Aurore Bergé, la ministre déléguée charge de la lutte contre les discriminations, a annoncé une formation obligatoire étendue à tous les agents (mandataires compris).

Au-delà de la persistance des préjugés que ces opérations de testing mettent en lumière, en coulisses, les agents immobiliers révèlent une autre réalité : la façon de plus en plus décomplexée avec laquelle s'expriment les discours stigmatisant les personnes d'origine maghrébine ou subsaharienne. Nombre d'entre eux dressent en effet le même constat : la parole raciste s'est sensiblement libérée.

« Il y a quelques années, les propriétaires tournaient encore autour du pot avec des formules pleines de sous-entendus du type "Vous voyez ce que je veux dire", "Des gens comme vous et moi", "Quelqu'un de normal, vous voyez…", "Des personnes qui nous ressemblent", "Pas n'importe qui", raconte Mathilde (le prénom a été modifié), 37 ans, qui officie dans une agence du Sud-Est depuis neuf ans. *Aujourd'hui, ces clients ne prennent plus de pincettes. Ils n'ont plus peur et nous demandent carrément : "Pas de Noirs, pas d'Arabes." »* Quelques variantes : *« Je ne veux pas de barbus »*, *« Je ne veux pas de personnes d'origine étrangère »*, *« Je veux des personnes françaises ou des Européens »*.

« C'est désormais une demande parmi d'autres dans la liste des exigences, abonde Hanane Zineddaine ,directrice d'une agence au Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne) depuis plus de dix ans. *Ces personnes, y compris des racisées, nous disent : "Je ne veux pas de fumeurs, pas d'Arabe, pas de chien, pas de Noir", comme si de rien n'était. Parfois c'est tellement gros qu'on se demande même*

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par UNIVERSITE-RENNES-2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Documents sauvegardés

si ce n'est pas un testing. »

Premier motif invoqué pour motiver cette exigence discriminatoire interdite par la loi : les personnes originaires d'Afrique du Nord ou d'Afrique subsaharienne seraient de mauvais payeurs. Or, insiste Etienne Allais (par ailleurs membre du conseil national du Parti socialiste), *« personne n'a jamais établi de lien de causalité entre impayés et origines, jamais ! »*

Il y a encore trois ou quatre ans, Mathilde recevait en moyenne deux demandes de ce type par an. Désormais, c'est une par mois, affirme-t-elle. La situation est devenue si intenable qu'elle envisage de changer de métier. *« Je ne sais pas quoi faire face à ça, je ne sais pas quoi leur dire, je n'ai aucun culot, je n'ose rien dire, je suis faible, je ne veux pas perdre mon travail »*, se flagelle-t-elle.

Pour le sociologue Emmanuel Casajus, chercheur attaché au laboratoire du changement social et politique (université Paris Cité) et spécialiste de l'extrême droite, la réaction de la jeune femme est symptomatique d'un renversement inquiétant : *« La gêne a changé de camp »*, observe-t-il. Et d'expliquer : *« Il fut un temps où les personnes racistes n'osaient rien dire de leurs préjugés de crainte d'être montrées du doigt, aujourd'hui, ce sont les non-racistes qui n'osent rien dire face à des propos discriminatoires. »* Aux yeux du sociologue, ce phénomène est le signe d'une victoire culturelle de l'idéologie d'extrême droite, nourrie notamment par le polémiste d'extrême droite Eric Zemmour qui, selon lui, *« a montré qu'on pouvait tenir ce type de propos sans mourir socialement »*.

« Aujourd'hui, tout passe »

« Il n'y a qu'à regarder l'état du débat public en France pour comprendre pourquoi la parole raciste est de nouveau si décomplexée », déplore le président de SOS Racisme, Dominique Sopo, qui dénonce une *« défaillance spectaculaire des élites qui, face à la vague réactionnaire, ne parlent plus de racisme ». « Aujourd'hui, tout passe. Même l'Etat de droit se soumet à une vision malveillante de l'étranger*, poursuit-il. *Quand l'extrême droite s'approche du pouvoir, c'est que le camp d'en face est déjà défait. »*

Et que la justice ne joue pas son rôle, souligne Dominique Sopo, évoquant le cas du géant mondial de l'intérim, Adecco, accusé par d'anciens salariés d'avoir, entre 1997 et 2001, trié les intérimaires selon leur origine ethnoraciale. Adecco a été condamné en mars 2024. *« Plus de vingt ans de procédure pour avoir une condamnation, ça donne une idée de l'inertie judiciaire face à ces faits et du sentiment d'impunité que cela nourrit »*, poursuit Dominique Sopo.

« Les normes sociales changent, ce qui est dicible évolue, notamment chez les personnes âgées », poursuit Emmanuel Casajus. Il précise : *« Elles estiment avoir subi ce que certains appellent la cancel culture, le "on ne peut plus rien dire". Aujourd'hui, il y a presque un sentiment de vengeance, "on a gagné, on dit tout parce qu'on le peut". »*

Francesca (le prénom a été modifié), 34 ans, a testé le métier d'agente immobilière à Paris pendant quelques mois, il y a un an et demi, et raconte cette anecdote : une propriétaire d'un certain âge souhaitant louer un appartement déclare sans détour ne vouloir *« ni Noir ni Arabe »*. Francesca décide de passer outre et de sélectionner les dossiers uniquement en fonction des revenus. Lors de la visite d'un couple mixte – une jeune femme blanche, un jeune homme noir –, la cliente est passée avec un ouvrier et a lancé devant eux et en les pointant du doigt : *« Ah ça non ! Je vous avais dit que je ne voulais pas de ça chez moi ! »« Je savais que dans ce métier on pouvait être confronté à du racisme*, commente Francesca, *mais je me disais que ça devait quand même être un peu caché. Je n'avais jamais imaginé un tel degré de permissivité. »*

EUROPRESSE UNE SOLUTION DE CISION
Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par UNIVERSITE-RENNES-2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.